Déclaration SOLIDAIRES, 1er mai 2014

Alors que la politique du gouvernement a été largement sanctionnée par une forte abstention aux élections municipales, le nouveau premier ministre, répondant aux exigences de l'Union européenne et du MEDEF, impose une orientation encore plus éloignée de nos aspirations : le gouvernement a décidé de poursuivre et d'aggraver l'austérité !

Alors nous avons raison d'agir pour dire « non à l'austérité, non à la réduction des dépenses publiques, non au Pacte de responsabilité » !

Le 18 mars dernier, plusieurs secteurs étaient en grève et des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations.

Il y a **aussi des grèves et des manifestations, chaque jour !** Ces derniers temps, il y a eu des grèves nationales à La Poste, la Sécurité Sociale, aux Finances publiques, à la Douane ; dans les semaines qui viennent, des grèves ou manifestations nationales sont prévues dans la Fonction publique, les centres d'appel, à la SNCF, pour les retraité-es. Les chômeurs et les intermittents sont en lutte contre la régression de leurs droits. Et puis, il y a les innombrables conflits sociaux qui se déroulent chaque jour, dans de nombreuses entreprises, notamment pour obtenir des augmentations de salaire ou lutter contre les licenciements.

Pour Solidaires, il est de la responsabilité des organisations syndicales, non seulement de soutenir les travailleurs et les travailleuses qui agissent pour leurs revendications, mais aussi de favoriser le renforcement des luttes et leur issue victorieuse. Nous avons besoin d'unifier les luttes menées dans diverses professions et régions.

Nous avons aussi à contrecarrer le discours idéologique libéral qui voudrait nous faire croire, comme Valls a oser le dire récemment, qu'il n'y aurait pas d'alternatives. Le fameux coût du travail est une invention des patrons pour justifier une exploitation toujours plus grande des salariés. Ce qui coûte, ce sont les sommes colossales confisquées par une toute petite minorité. En réalité ce sont les capitalistes qui coûtent cher !

- **Le coût financier du capital est faramineux**

Fraude, évasion, exonérations fiscales, tous les moyens sont bons pour échapper aux impôts qui financent notre protection sociale.

- **Le coût écologique du capital est irréversible**

Face au modèle consumériste et productiviste, nous devons poursuivre la remise en cause du contenu et de la finalité de la croissance pour entrer de plain-pied dans la transition écologique.

- **Le coût humain du capital est monstrueux**

Tandis que le patronat bénéfice d'aides publiques, les salariés continuent de voir leur conditions de travail se dégrader ; la précarité exploser et le rang des chômeurs grossir.

- **Le coût du capital est destructeur pour la société**

Au profit de la marchandisation de nos vies, il détruit les principes fondamentaux de solidarité, d'égalité, de partage des biens communs.

La répartition des richesses produites est donc une question centrale pour satisfaire nos revendications.

D'autres choix politiques permettraient :

- D'établir réellement l'égalité Homme/femme.
- D'en finir avec la précarité
- de partir à la retraite au maximum à 60 ans à taux plein , sans décote et de revenir sur 20 ans de contre réforme.

D'autres choix politiques permettraient :

- de développer les services publics.
- d'augmenter les salaires,
- de travailler tous, de travailler moins et de travailler mieux,

Mais, avec Valls comme avec Ayrault, le gouvernement de François Hollande confirme son choix de mettre en œuvre le pacte dit « de responsabilité », qui ne sert qu'à perpétuer l'enrichissement des actionnaires au détriment de l'immense majorité de la population.

 Des organisations syndicales ont signé avec le patronat un accord qui détériore encore les droits des chômeurs et des chômeuses.

 Le 1er avril, pour la première fois cette année, les pensions des retraités n'ont pas été revalorisées.

 Dans la Fonction publique, les avancées sociales sont inexistantes et les reculs se poursuivent à travers la suppression de milliers de postes et la poursuite du gel des salaires.

 La politique du gouvernement face à la crise renforce le désarroi populaire et provoque des poussées nationalistes, racistes, homophobes, sexistes, réactionnaires, sous différentes formes. Solidaires rappelle son opposition farouche à toutes les formes de discrimination et d'exclusion et nous réaffirmons notre soutien à la régularisation des sans-papiers.

Pour renverser la tendance, arrêter les licenciements, réduire le temps de travail, transformer les emplois précaires en emplois statutaires ou à durée indéterminée, sauver nos retraites et la Sécurité Sociale, pour en finir avec les discours et les actes racistes ou sexistes, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et le renforcement des solidarités.

Organisons-nous et luttons contre le capitalisme et le patronat pour reprendre ce qu'ils nous ont volé ! Sachons reprendre la rue et ne la laissons surtout pas à la droite et à l'extrême droite.

Ensemble, nous sommes une force. C'est nous qui faisons tourner la société ! Dans les entreprises et les services, discutons, élaborons des revendications qui nous unifient, débattons des actions à mener dans l'unité pour les faire aboutir, reprenons nos affaires et notre avenir en mains.